

25 NOVEMBRE
JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE
CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

STOP

AUX

VIOLENCES
FAITES AUX
FEMMES

Manifestation: 14h, Bellecour



◀ site sur l'égalité professionnelle

Le 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes

MANIFESTONS CONTRE TOUTES LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES !

En cette journée internationale du 25 novembre, dans un contexte de guerres qui se multiplient, notre soutien va à toutes les femmes dans le monde, premières victimes avec les enfants des conflits armés. Nous manifestons particulièrement notre soutien aux femmes d'Ukraine, de Birmanie, de Palestine, d'Israël, du Haut-Karabakh.

Nous clamons haut et fort notre solidarité avec nos sœurs afghanes maintenues sous le joug d'une oppression effroyable où même aller à l'école devient un acte héroïque. Nous réaffirmons notre sororité avec les femmes iraniennes et kurdes en révolte pour leur liberté. Femme, Vie, Liberté. Nous apportons notre soutien aux femmes ouïghoures, persécutées, victimes de politique génocidaire.

Le 25 novembre nous marcherons pour rendre hommage à toutes les victimes de la violence machiste, les femmes, les personnes LGBTQIA+, à toutes celles qui souffrent et qui luttent. À toutes celles que nous avons perdues.

Les violences sexistes et sexuelles surviennent partout, et tout le temps : dans nos espaces familiaux, sur nos lieux de travail et d'études, dans l'espace public, dans les transports, dans les établissements de soin, les cabinets gynécologiques, dans les maternités, dans les milieux du théâtre, du cinéma, du sport, en politique... Dans tous les milieux sociaux. Elles touchent les femmes comme les filles.

Elles trouvent racine dans le patriarcat et se situent aussi, souvent, au croisement d'autres discriminations. Ainsi les femmes les plus touchées par ces violences sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions : les femmes victimes de racisme, les femmes migrantes, sans papiers, les femmes précarisées, en situation de handicap, les femmes lesbiennes et bi, les femmes trans, les femmes en situation de prostitution et celles victimes de l'industrie pornocriminelle.

Une prise de conscience collective a eu lieu avec #MeToo. Elle n'est pas suffisante, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En France, depuis 2017 ce sont 844 féminicides ayant fait plus de 1000 enfants orphelin-es qui ont été commis par un conjoint ou un ex-conjoint. Le nombre de femmes victimes de violences dans le couple et les enfants qui en subissent les conséquences ne diminue pas (213000 par an) tout comme les viols ou tentatives (94000 par an). La quasi-totalité des agresseurs sont des hommes (97,3 %). Une femme en situation de handicap sur cinq a été victime de viol. 50 % des lesbiennes et 75 % des bi ont été confrontées à des violences dans l'espace public et 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe.

La plupart du temps, encore, les victimes ne sont pas crues, les plaintes classées sans suite, l'impunité des agresseurs persiste. La justice reste encore largement sourde à reconnaître ces violences.

160000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, en majorité au sein de la famille. Mais leur parole peine toujours à être reconnue. Bien plus, les mères qui cherchent à les protéger de l'inceste subi sont souvent elles-mêmes poursuivies et se voient retirer la résidence de leurs enfants. Au bout de deux ans, le gouvernement veut supprimer la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants sous prétexte que son travail est terminé. Nous exigeons son maintien.

Les femmes demandeuses d'asile sont très vulnérables aux réseaux de prostitution, de proxénétisme et de traite des êtres humains. Ceux-ci sont déjà à pied d'œuvre pour satisfaire l'augmentation de la demande de marchandisation du corps des femmes et des filles avec les Jeux olympiques et paralympiques en France en 2024. Le projet de loi « Asile et immigration » ne fera que dégrader encore plus la situation de ces femmes comme celle de toutes les femmes sans papiers.

Sur les lieux de travail plus de 8000 viols ou tentatives ont lieu chaque année et un tiers des femmes subissent du harcèlement sexuel. Les employeurs publics et privés doivent faire cesser les violences et protéger les victimes y compris de violences conjugales. Nous ne nous contentons pas de la ratification par le gouvernement de la convention 190 de l'Organisation internationale du travail à moyens constants. Nous exigeons la mise en place de nouvelles obligations pour renforcer la protection des victimes !

septembre dernier estime que pour lutter efficacement contre les violences faites aux femmes, il faudrait au minimum 2,6 milliards d'euros. L'État en dépense aujourd'hui 184,4 millions. On est loin du compte. C'est ainsi que des associations d'aide aux victimes, qui les soutiennent, les hébergent et leur permettent d'entamer leur reconstruction se retrouvent en grande difficulté. De qui se moque-t-on ? Nous exigeons l'obtention immédiate de 3 milliards d'euros pour combattre enfin efficacement ces violences !

TOUTES CES VIOLENCES NE SONT PAS UNE FATALITE

Nous serons massivement dans la rue le 25 novembre pour faire valoir nos revendications, pour exiger la fin des violences machistes.

Nous exigeons l'application des lois existantes, un plan d'urgence national, des politiques publiques s'élevant contre la tolérance sociale, promouvant la prévention, la protection et la solidarité vis à vis des victimes et des co-victimes, mettant fin, enfin, à l'impunité des agresseurs !

Disons stop aux annonces du gouvernement non suivies d'effet et exigeons la mise en place d'une loi-cadre !

Le dernier rapport de la Fondation des femmes publié en

www.grevefeministe.fr



lagrevefeministe



greve_feministe



greve_feministe